Questions orales

Étant donné que la compagnie Falconbridge Nickel Mines Limited doit au ministère du Revenu national 40 millions en impôts différés et que le ministre du Revenu national n'est pas ici pour répondre, le premier ministre suppléant est-il prêt à prendre position et à obliger les compagnies comme la Falconbridge Nickel Mines Limited qui doivent des millions au gouvernement canadien à payer, est-il prêt à prendre des mesures immédiates et à se servir de ces montants-là pour créer de nouveaux emplois?

● (1432)

[Traduction]

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre): Monsieur l'Orateur, je porterai les instances du député à l'attention du ministre du Revenu national.

* * *

LES FINANCES

DEMANDE DE RÉDUCTIONS DE LA TAXE DE VENTE

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Comme les hauts niveaux actuels de chômage traduisent l'indice de misère le plus élevé que le pays ait jamais connu, le ministre revisera-t-il sa décision de ne pas réduire la taxe de vente fédérale qui est actuellement de 12 p. 100, soit 50 p. 100 de plus que même pendant la seconde guerre mondiale? Une telle réduction aiderait non seulement la demande de biens de consommation, mais réduirait aussi le chômage.

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur le président, nous avons discuté avec les gouvernements provinciaux lors de la rencontre du mois dernier de la possibilité de réduire la taxe de vente provinciale et de les aider à la diminuer, et, sauf une seule province, toutes les autres provinces ont rejeté cette alternative. Quant à la taxe de vente fédérale, nous avons plutôt préféré réduire l'impôt des contribuables à revenu faible ou moyen plutôt que prendre la voie d'une réduction de la taxe de vente fédérale, parce que nous croyions que c'était une méthode plus efficace pour stimuler la demande, particulièrement aux mois de janvier et février.

* * *

[Traduction]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA DATE DE PRÉSENTATION DU BILL SUR LES CRÉDITS À L'EMPLOI

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre a oublié de nous rappeler que la taxe de vente est la plus régressive des taxes actuellement en vigueur. Quand pouvons-nous escompter que sera présenté le bill sur les crédits à l'emploi que le premier ministre s'est engagé à déposer à la Chambre avant la fin de décembre? Quand exactement nous sera-t-il présenté? Comment le ministre entend-il s'assurer que les crédits à l'emploi réduiront une partie du chômage prévu pour l'année prochaine?

[M. Caouette (Témiscamingue).]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je puis promettre à la Chambre que je serai en mesure de le présenter quand je pourrai travailler quotidiennement avec mes fonctionnaires. Si le bill dont la Chambre est actuellement saisie est adopté au début de la semaine prochaine, j'espère pouvoir faire . . .

Une voix: Quelle absurdité!

Des voix: Oh, oh!

M. Chrétien: Je suis bien content de voir la réaction de l'opposition, monsieur l'Orateur. Je vois qu'elle commence à se sentir coupable. J'espère que je pourrai faire une annonce à la Chambre avant l'ajournement de Noël, mais, je suis retenu à la Chambre et, malheureusement, je ne peux pas être deux ministres des Finances à la fois.

LE RECOURS AUX ENTENTES FISCALES COMME STIMULANT À L'IMPLANTATION DES ENTREPRISES DANS LES RÉGIONS AFFLIGÉES D'UN CHÔMAGE ÉLEVÉ

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre aurait peut-être intérêt à se rappeler la maxime suivante: «Si vous ne pouvez supporter la chaleur, sortez de la cuisine.» Étant donné que certaines régions du pays affichent un taux de chômage de 30 p. 100, le ministre envisagerait-il de contracter des ententes fiscales avec des entreprises du secteur privé qui seraient disposées à s'implanter dans certaines de ces régions et à créer des emplois si elles pouvaient obtenir du gouvernement la confirmation de ce que sera sa position à long terme en matière d'impôt?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, la meilleure chose à faire serait d'adopter le bill dont est actuellement saisie la Chambre. Je crois que dans le monde des affaires, on est pas mal découragé en ce moment de voir qu'en cette cinquième semaine du débat sur le projet de loi, nous sommes seulement rendus à l'article 5. A ce rythme, le bill ne sera pas passé avant deux ans.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député d'Egmont.

M. Chrétien: Je crois que si l'on faisait preuve de plus d'intelligence . . .

Une voix: Oh, asseyez-vous!

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA SUPPRESSION POSSIBLE DU MINISTÈRE—LES PROJETS DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE DANS LES PROVINCES DE L'EST

M. David MacDonald (Egmont): Monsieur l'Orateur, de toute évidence, le ministre des Finances est mal à l'aise parce qu'il tente de ménager la chèvre et le chou. L'autre jour, d'après le *Financial Times*, il a dit très clairement que les mesures fiscales entreraient en vigueur le soir même de l'adoption du budget.